



## CHAPITRE 263

### LOI CONCERNANT L'EXPROPRIATION

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*de l'expropriation.*

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

**2.** La présente loi s'applique dans tous les cas où une Citation et  
personne, compagnie ou corporation ne peut s'entendre application  
avec une autre, au sujet de la valeur ou de l'indemnité de la loi.  
payer pour un terrain qu'elle peut exproprier ou d'un  
pouvoir qu'elle peut exercer en vertu de quelque loi pro-  
vinciale ou fédérale, qui n'en règle pas le mode d'ex-  
propriation. S. R. (1909), 7581.

**3.** Dans le cas de substitution, le grevé; dans le cas Vente de ter-  
d'usufruit, l'usufruitier; dans le cas d'interdiction, le rains par tu-  
curateur; dans le cas de tutelle, le tuteur; dans le cas autorisée.  
de biens propres appartenant à la femme commune et  
dans le cas de séparations de biens, la femme autorisée  
par son mari, ou s'il refuse ou est absent, autorisée par  
le juge; peut contracter, vendre et transporter de gré  
à gré, à la personne, compagnie ou corporation qui ex-  
proprie, les terrains requis.

Les personnes susdites sont aussi celles contres les- Procédures  
quelles il peut être procédé à l'expropriation et celles contre eux,  
qui peuvent recevoir l'indemnité accordée par la sen- autorisées.  
tence arbitrale. S. R. (1909), 7582.

#### SECTION II

##### DE LA PROCÉDURE AVANT L'ARBITRAGE

**4.** Dans le cas de difficultés entre les parties au sujet Règlement  
d'une expropriation ou de l'exercice d'un pouvoir, les des questions  
questions qui s'élèvent sont réglées comme suit : en dispute.

1° Un avis est signifié par le réclamant à la partie Avis par le  
adverse contenant : réclamant.

- Son contenu. a) Une description du terrain qui doit être pris ou des pouvoirs que l'on a l'intention d'exercer relativement à ce terrain, en les désignant;
- b) Une déclaration comportant qu'il est prêt à payer une certaine somme d'argent ou rente, qui est mentionnée, suivant le cas, comme indemnité ou pour dommages;
- c) Le nom de l'arbitre dans le cas où l'offre n'est pas acceptée.
- Certificat qui doit l'accompagner. Cet avis doit être accompagné d'un certificat d'un arpenteur géomètre non intéressé dans l'affaire et qui n'est pas l'arbitre nommé dans l'avis, constatant que l'expropriation du terrain ou le pouvoir demandé est nécessaire à l'entreprise du réclamant, qu'il connaît le terrain demandé, ou les dommages pouvant résulter de l'exercice des pouvoirs requis et que, dans son opinion, la somme offerte est une indemnité suffisante.
- Signification de l'avis. Tel avis doit être signifié par un huissier de la Cour supérieure.
- Publication de l'avis, si la partie adverse est absente du district ou du comté où se trouve le témoin. 2° Si l'huissier fait rapport que la partie adverse est absente du district judiciaire ou du comté où le terrain est situé, ou est inconnue, sur requête adressée à un juge de la Cour supérieure résidant dans le district, ou à un juge de cette cour y exerçant ses fonctions, ou, si ce dernier est partie intéressée, à un juge du district voisin accompagnée d'un affidavit du requérant, ou d'un affidavit de quelque officier de la compagnie ou de la corporation, si c'est une de ces dernières qui réclame l'expropriation, et attestant que la partie adverse est absente ou inconnue, le juge ordonne que l'avis (mais sans le certificat de l'arpenteur), soit inséré trois fois, pendant un mois, en anglais et en français, dans un journal publié dans ce district ou comté, ou dans un journal du district ou comté voisin s'il n'est pas publié de journal dans le premier.
- Nomination d'un curateur si la partie ne comparait pas. 3° Si, dans les six semaines qui suivent la première publication de cet avis dans tel journal, la partie adverse ne comparait pas, le requérant peut demander au juge qu'un curateur soit nommé à l'absent, en la manière prescrite en pareille circonstance par le Code de procédure civile.
- Avis au curateur. 4° Après la nomination du curateur, l'avis mentionné dans le paragraphe 1° du présent article doit être signifié à ce curateur. S. R. (1909) 7583.
- Nomination d'un arbitre unique par le proc. gen. s'il le réclamant 5. Si, dans les cinq jours de la signification de tel avis à la partie adverse, ou au curateur, si elle est absente ou inconnue comme susdit, telle partie adverse, ou son curateur, n'informe point le réclamant que ses

offres sont acceptées et ne donne point le nom de son arbitre, alors le procureur général, sur demande à cette fin, nomme un arbitre unique pour déterminer le montant de l'indemnité. S. R. (1909), 7584.

n'est pas averti que la partie adverse accepte les offres.

6. Si la partie adverse, dans le délai prescrit, a fait connaître le nom de son arbitre et le montant qu'elle réclame comme indemnité, alors l'une ou l'autre des parties peut s'adresser au procureur général, pour lui demander la nomination d'un tiers arbitre.

Nomination du tiers arbitre par proc. gen.

Cette demande est faite par écrit, dont un avis de dix jours est donné à la partie adverse.

Mode de faire cette demande.

Ce délai de dix jours étant expiré, le procureur général, sur preuve que les formalités ci-dessus prescrites ont été remplies, nomme ce tiers arbitre, qui, avec les deux arbitres déjà nommés, procède à l'arbitrage. S. R. (1909), 7585.

Devoir du proc. gen. de nommer un tiers arbitre.

### SECTION III

#### DES ARBITRES

7. 1. Avant de procéder, les arbitres doivent prêter serment, devant un juge de paix du district ou du comté où les terrains sont situés, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge.

Serment des arbitres avant de procéder.

2. Si l'un des arbitres meurt avant la reddition de la sentence, ou devient inhabile à agir, ou s'il refuse ou néglige d'agir dans un délai raisonnable, les parties sont tenues de nommer un remplaçant, et, sur la demande de l'une des parties, avis préalable d'au moins dix jours francs en ayant été donné à l'autre, le procureur général, s'il est convaincu, par affidavit ou autrement, du décès, de l'inhabilité ou du refus d'agir de cet arbitre, nomme un remplaçant, s'il s'agit de celui qu'il a nommé ou s'il y a refus d'une des parties de nommer un remplaçant à celui qu'elle a nommé elle-même.

Remplacement d'un arbitre décédé, etc.

3. Aucune raison d'inhabilité ne peut être reçue contre un arbitre nommé par le procureur général après sa nomination. Les objections doivent être faites auparavant, et la validité ou l'invalidité en est déterminée d'une manière sommaire par le procureur général.

Récusation de l'arbitre nommé par le proc. gen.

4. Aucune raison d'inhabilité contre un arbitre nommé par l'une ou l'autre des parties ne peut être reçue après la nomination du tiers arbitre. S. R. (1909), 7586.

Cas où des arbitres ne peuvent plus être récusés.

### SECTION IV

#### DE LA PROCÉDURE DEVANT LES ARBITRES

8. A leur première assemblée, les arbitres ou l'arbitre unique ont le pouvoir de nommer un secrétaire,

Nomination d'un secrétaire.

taire par les arbitres.

dont le devoir est de prendre par écrit toutes les délibérations, qui sont signées par les arbitres à la fin de chaque séance.

Ses émoluments, etc.

Les émoluments de ce secrétaire sont fixés par les arbitres et sont payés, ainsi que les effets et choses nécessaires à la tenue de ce tribunal d'arbitrage, comme faisant partie des frais d'arbitrage. S. R. (1909), 7587.

Examen des parties, etc.

**9.** Les arbitres, ou une majorité d'entre eux, ou l'arbitre unique, peuvent examiner les parties sous serment, et ils procèdent à faire l'examen des lieux dans le but de fixer l'indemnité à être accordée. S. R. (1909), 7588.

Temps et lieu pour procéder.

**10.** Les arbitres procèdent au temps et au lieu fixés par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins cinq jours aux parties intéressées. S. R. (1909), 7589.

Considération à prendre par les arbitres dans leurs décisions.

**11.** En décidant de la valeur ou de l'indemnité à payer, les arbitres sont autorisés à prendre en considération la plus-value donnée aux terrains dont doit être détachée la partie à exproprier, et de compenser la plus-value donnée à ces terrains par les inconvénients, pertes ou dommages résultant de l'expropriation. S. R. (1909), 7590.

Décision des arbitres.

**12.** Les arbitres, après avoir examiné et évalué le terrain ou pris en considération le pouvoir requis et avoir entendu les parties et leurs témoins, sous serment qu'ils leur font prêter, donnent leur décision au moyen d'un certificat. Cette décision est finale. S. R. (1909), 7591.

Défaut de forme n'annule pas la sentence.

**13.** Aucun défaut de forme ne rend la sentence arbitrale nulle, si toutes les prescriptions essentielles de la loi ont été remplies, et si la sentence arbitrale établit d'une manière précise le montant adjugé, et les terrains, droits ou choses dont ce montant est l'indemnité.

Ce qui n'est pas nécessaire dans la sentence.

Il n'est pas nécessaire que la personne à laquelle la somme doit être payée soit nommée dans la sentence arbitrale. S. R. (1909), 7592.

Transmission des délibérations, etc., au greffe de la Cour sup.

**14.** Le secrétaire des arbitres doit transmettre au protonotaire, les minutes des délibérations, ainsi que le certificat comportant la sentence arbitrale, et, si le terrain exproprié se trouve situé dans deux districts, au protonotaire de l'un de ces districts. S. R. (1909), 7593.

**15.** Les arbitres peuvent désigner quelle partie doit payer les frais d'arbitrage. Adjudication des frais.

Ils adjugent aussi sur le montant de l'honoraire de chaque arbitre, ce montant ne devant pas dépasser cinq dollars par chaque jour où ils ont procédé au moins pendant sept heures durant. S. R. (1909), 7594. Des honoraires des arbitres.

## SECTION V

### DE LA PRISE DE POSSESSION APRÈS LA SENTENCE ARBITRALE

**16.** Sur le paiement ou l'offre légale de l'indemnité ou de la rente annuelle adjugée à la partie qui y a droit, ou sur le dépôt en cour du montant de cette indemnité en la manière ci-dessous mentionnée, la sentence arbitrale donne à la partie en faveur de laquelle elle a été rendue, le pouvoir de prendre possession immédiate des terrains, et d'exercer les droits ou de faire les choses pour lesquelles l'indemnité ou la rente annuelle a été accordée. Effet du paiement ou de l'offre légale adjugée ou de son dépôt en cour.

Si quelque résistance ou opposition est faite à la prise de possession de tels terrains ou à l'exercice de tels droits, le juge peut, sur preuve satisfaisante de la sentence arbitrale, adresser son mandat au shérif du district ou à un huissier, suivant qu'il le trouve convenable, pour mettre en possession la partie qui y a droit et pour faire cesser toute résistance ou opposition, ce que doit faire le shérif ou l'huissier, en prenant avec lui l'assistance suffisante. Résistance à la prise de possession et mandat du juge dans ce cas.

Le juge ne doit accorder ce mandat que lorsqu'un avis du temps et du lieu auxquels la demande lui en est faite, a été signifié dix jours d'avance au propriétaire de terrain, au curateur s'il est absent, ou à la personne ayant droit d'en passer titre translatif, ou ayant un intérêt dans le terrain à exproprier. S. R. (1909), 7595. Quand le mandat peut être accordé.

**17.** Un cautionnement doit être donné par un dépôt, dans une banque constituée en corporation désignée par le juge, d'une somme suffisante à sa discrétion pour défrayer l'indemnité accordée et tous les frais de procédure sur l'incident. S. R. (1909), 7596. Cautionnement par dépôt, pour défrayer l'indemnité et frais.

**18.** La requête, le mandat de possession, le certificat de dépôt ci-dessus mentionné et tous autres documents relatifs à cette procédure incidente, doivent rester dans les archives de la Cour supérieure du district et un registre spécial de cette procédure est tenu par le protonotaire. Documents, etc. restent dans les archives de la cour.

Nulle partie du dépôt ou de l'intérêt qui en provient ne doit être remboursée ou payée à la partie, ni payée Ordre du juge nécessaire pour rem-

boursement  
du dépôt.

au propriétaire du terrain, sans un ordre du juge, qui est autorisé à l'émettre. S. R. (1909), 7597.

#### SECTION VI

##### DU DÉFAUT DE PAYER L'INDEMNITÉ ACCORDÉE PAR LA SENTENCE ARBITRALE

Recours des  
propriétaires  
non payés  
après la sen-  
tence arbitra-  
le.

**19.** Tout propriétaire qui n'est pas payé intégralement, en capital, intérêts et frais, du montant qui lui est accordé par la sentence arbitrale, dans deux mois de la reddition de cette sentence, peut exercer son recours contre la personne, compagnie ou corporation, pour recouvrer la propriété et la possession de son terrain ou de son droit, par action civile ordinaire dans laquelle il peut demander les dommages que de droit. S. R. (1909), 7598.

#### SECTION VII

##### DE LA RATIFICATION DE TITRE

Dépôt de l'in-  
dennité s'il y  
a crainte de  
réclamations  
hypothé-  
caires.

**20. 1.** Si la partie qui procède en expropriation a raison de craindre des réclamations hypothécaires, ou a d'autres raisons, il lui est loisible de déposer l'indemnité, avec l'intérêt pour six mois et une copie de la sentence arbitrale, entre les mains du protonotaire du district où les terrains à exproprier sont situés.

Sentence ar-  
bitrale consi-  
dérée comme  
titre aux ter-  
rains.

**2.** La sentence arbitrale est ensuite considérée comme le titre aux terrains y mentionnés, et des procédures sont prises pour obtenir la ratification du titre, de la même manière que dans les autres cas de ratification de titre.

Effet du juge-  
ment en rati-  
fication de  
titre.

**3.** Le jugement en ratification de titre éteint à jamais toutes réclamations contre les terrains, y compris le douaire non ouvert aussi bien que les hypothèques et charges dont ils peuvent être grevés.

Distribution  
de l'indemni-  
té, etc.

**4.** Le tribunal doit décerner tel ordre pour la distribution, le paiement ou le placement de l'indemnité, et pour assurer les droits de toutes les parties intéressées, qu'il croit convenable d'après la justice et l'équité.

Frais de pro-  
cédure.

**5.** Les frais de procédure sont payés par la partie que le tribunal désigne.

Si jugement  
est obtenu en  
moins de six  
mois après  
dépôt.

**6.** Si le jugement en ratification de titre est obtenu en moins de six mois après le dépôt de l'indemnité entre les mains du protonotaire, le tribunal ordonne qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée à la partie qui a fait le dépôt.

Si jugement  
n'est rendu  
qu'après les  
six mois.

Si le jugement n'est rendu qu'après les six mois, le tribunal doit ordonner qu'une somme additionnelle, selon qu'il croit juste, soit déposée pour rencontrer le montant de l'intérêt. S. R. (1909), 7599.